PSE la lettre
www.parisschoolofeconomics.eu
Décembre 2017
n° 31

1 À la recherche du bonheur
Andrew Clark

2 INVITÉ Jack Willis : de Cambridge à Colombia… en passant par Paris !
PARCOURS Andrea Garnero : Un passionné de (son) travail

3 La stabilité économique par la stabilité financière : une voie de réforme pour la zone euro
Jézabel Couppey-Soubeyran

4 D'où viennent les candidat-e-s à l'entrée en master APE et PPD ?
« Paris Graduate School of Economics »

# À LA RECHERCHE DU BONHEUR

Andrew Clark
Professeur à PSE, Directeur de recherche CNRS

En décembre 2016, l'OCDE et le CEP ont organisé à Londres une conférence sur le bien-être subjectif espérant notamment entraîner une « révolution » au niveau des politiques publiques : faire de l'accès au bonheur pour toutes et tous une priorité. Si « le soin de la vie humaine et du bonheur et non leur destruction est le premier et seul objet de la bonne gouvernance »[1], comment chiffrer cet objectif et rendre l'amélioration du bien-être mesurable ?

## « Globalement, dans quelle mesure êtes-vous satisfait-e de votre vie actuelle ? »

Dans un livre publié le mois prochain avec Sarah Flèche, Richard Layard, Nattavudh Powdthavee, et George Ward[2], nous proposons une définition claire de ce qu'est le bien-être et étudions des pistes visant à l'améliorer. Pour nous, cette définition pourrait prendre la forme d'une question essentielle : « Globalement, dans quelle mesure êtes-vous satisfait-e de votre vie actuelle ? ». La poser permettrait aux individus de prendre conscience de la teneur subjective d'une telle mesure, y répondre nous mènerait vers une mesure du « taux de bonheur » de la population. Depuis les années 1970, les recherches indiquent que le fait d'être satisfait est pour les citoyens un indicateur bien plus important que le chômage ou encore la croissance – notamment lorsqu'ils se prononcent sur la réélection (ou non) d'un gouvernement. Mesurer le bien-être nécessite de prendre en compte différents facteurs. Deux types d'influences existent : les influences immédiates – notre situation actuelle, le revenu, l'emploi, la santé et la vie familiale – et les influences plus « lointaines » remontant à l'enfance, à la scolarité et à la famille.

## Quel chemin suivre pour viser le bonheur ?

Le paradoxe d'Easterlin (1974) nous apprend que contrairement à ce que l'on pourrait penser, la croissance n'augmente pas forcément la satisfaction de vie des individus. Nous avons effectivement pu observer que seulement 2 % de la variance de satisfaction à l'égard de la vie s'explique par l'inégalité des revenus. Les individus semblent s'accommoder de niveaux plus élevés de revenus au fil du temps, le point de référence essentiel est la comparaison de leurs revenus avec leurs pairs. Des recherches récentes soulignent que la santé émotionnelle dans les premières années de la vie est l'indicateur dit « prédictif » le plus pertinent quant au bien-être d'un adulte. Il est certes affecté par le revenu familial, mais surtout par la santé mentale de ses proches – et surtout par celle de sa mère. Par ailleurs, lorsque l'on s'intéresse aux 10 % des personnes les moins satisfaites à l'égard de leur vie, on observe que le principal facteur de cette non-satisfaction est la fragilité mentale. Ce facteur explique davantage cette forme de « misère » que tout autre facteur - chômage ou encore pauvreté. Une vraie efficacité des politiques publiques orientées vers la recherche du bonheur réside donc dans la lutte contre la dépression et l'anxiété, ce qui coûterait potentiellement beaucoup moins cher que celles visant à diminuer le chômage ou la pauvreté[3]. Depuis 2008, la National Health Service du Royaume-Uni a par exemple développé un programme national qui traite à ce jour plus d'un demi-million de personnes contre la dépression ou les troubles d'anxiété ; le volet « prévention » est également central via l'initiative *Healthy Minds* mise en place dans les écoles. En d'autres termes, plus la lutte contre la dépression est mise en place a priori, moins les moyens et actions à déployer a posteriori sont conséquents dans la « recherche du bonheur ».

**1.** Thomas Jefferson
**2.** *The Origins of Happiness: The Science of Well-Being Over the Life Course* - Janvier 2018. Andrew E. Clark, Sarah Flèche, Richard Layard, Nattavudh Powdthavee, George Ward
**3.** Il ne s'agit bien entendu ici pas d'abandonner l'une pour l'autre

Les workshops et conférences (co)organisés par PSE sont indiqués sur le site internet de la fondation, rubrique « Recherche académique » mais également dans l'agenda général. N'hésitez pas à parcourir ces pages et à vous inscrire à l'événement de votre choix !

INVITÉ

# JACK WILLIS : DE CAMBRIDGE À COLUMBIA… EN PASSANT PAR PARIS !

**JACK WILLIS**
**est actuellement chercheur invité à l'École d'économie de Paris et sera à partir de Janvier Assistant Professor à l'Université de Columbia. Ses thèmes de recherche sont l'économie du développement, l'économie publique, l'économie comportementale, le *machine learning* et la finance des ménages.**

### POURQUOI AVEZ-VOUS CHOISI PSE - PARIS 1, PUIS HARVARD ?

J'ai commencé mes études supérieures à Cambridge par une licence en mathématiques, dans l'optique d'étudier dans un futur proche l'économie. J'ai repéré le master en économie et méthodes quantitatives ETE/QEM de PSE - Paris 1 et deux raisons m'ont particulièrement incité à choisir ce parcours : tout d'abord, la méthode quantitative était la matière économique qui se rapprochait le plus de ma matière d'origine; ensuite je voulais apprendre le français car c'est très utile si l'on veut travailler à l'international, ce qui était mon objectif. La réputation de ce master et de ses « anciens » était également un vrai plus : il s'agissait finalement d'une très bonne transition entre mes premiers pas dans le supérieur et mon envie d'étudier l'économie à l'international.
Durant mes études à PSE, j'ai découvert l'économie du développement et après mon master, j'ai travaillé en tant que qu'assistant consultant sur la gestion des politiques relatives au développement à Oxford Policy Management. Cette mission m'a particulièrement plu, ce qui m'a conforté dans l'envie de continuer mon parcours académique dans cette spécialité. J'ai alors déposé des candidatures pour effectuer ma thèse dans des universités en Europe et aux États-Unis et j'ai eu la chance d'être accepté à Harvard.

### QUELLE RECHERCHE RÉCENTE VOUS A PARTICULIÈREMENT MOBILISÉ ?

Le papier que je viens de finaliser avec Lorenzo Casaburi[1]. Nous avons réalisé une expérimentation de mise en place d'une assurance dans une agriculture dite « contractuelle » aux États-Unis et au Kenya. Les agriculteurs ont un revenu risqué, et l'assurance leur est donc souvent avantageuse, mais la plupart des agriculteurs n'ont pas l'argent pour la payer d'avance. C'est pourquoi notre modèle propose de retarder le paiement jusqu'au moment de la récolte, où ils reçoivent des revenus. Ceci permet une diminution des risques et un meilleur développement. Ce papier s'appuie à la fois sur du théorique et de l'expérimental, ce qui me plait particulièrement.

### QUELLES SONT LES RAISONS DE VOTRE SÉJOUR À PSE ?

La première raison pour laquelle je suis revenue à l'École d'Economie de Paris est une raison familiale : en effet ma femme est parisienne ! De plus, selon moi PSE est un centre de recherche de premier plan. J'ai la chance d'y côtoyer de nombreux chercheurs très pointus dans mes domaines, et l'on peut débattre facilement de ses travaux. Je pense aussi que la proximité que l'on trouve ici entre les étudiants et les chercheurs est bénéfique pour toutes et tous, ce lien entre les économistes d'aujourd'hui et ceux de demain est essentiel. Pour moi, la prochaine étape c'est Columbia : j'y occuperai un poste d'Assistant Professor à partir de janvier.

PROPOS RECUEILLIS PAR Camille Ramon

**1.** "Time vs. State in Insurance: Experimental Evidence from Contract Farming in Kenya"

PARCOURS

# ANDREA GARNERO : UN PASSIONNÉ DE (SON) TRAVAIL

**ANDREA GARNERO**
**est actuellement chercheur à la direction Emploi, Travail et Affaires Sociales de l'OCDE.**

Le choix entre l'Italie et la France a toujours été compliqué pour Andrea Garnero. C'est à l'université de Bologne qu'il commence ses études. Il y réalise une licence en économie, marchés et institutions. En 2007, il décide de faire un échange Erasmus à l'université de Nanterre et découvre pour la première fois la France. Ce séjour l'aura convaincu de rester dans l'hexagone puisqu'il va intégrer la sélection internationale de l'ENS et effectuer à PSE son master PPD – Politiques Publiques et Développement ainsi que sa thèse en économie du travail à PSE – École Normale Supérieure – Université Libre de Bruxelles. L'aspect social de cette spécialité l'a toujours passionné et les débats à ce propos en Italie sont historiquement forts, l'encourageant à en parler et à s'y intéresser. Durant son année de césure entre le master et la thèse, Andrea Garnero commence sa carrière début 2010 à la Commission Européenne en tant qu'économiste à la direction générale pour l'emploi, les affaires sociales et l'égalité des chances puis en tant que consultant. Étant passionné par les questions européennes, c'était une opportunité idéale pour lui. De retour dans son pays natal, il devient assistant pour les affaires économiques et assistant Sherpa G20 du Premier Ministre italien. C'est encore aujourd'hui, pour lui, l'expérience la plus marquante de son début de carrière, tant les dossiers traités ont été divers: lutte contre la corruption, questions européennes, problématiques économiques etc. Cette expérience lui a permis d'adopter une vision plus large et surtout de créer des liens entre l'analytique, le politique et le décisionnel. Toutes ces compétences lui sont aujourd'hui très utiles à l'OCDE où il exerce en tant qu'économiste du marché du travail à la Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales ainsi qu'à l'Institut d'économie du travail (IZA), à Bonn, et à l'Université libre de Bruxelles où il est chercheur affilié. Depuis août, Andrea est aussi membre du groupe expert sur le SMIC en compagnie de Gilbert Cette, Isabelle Méjean, Marie Claire Villeval et André Zylberberg. Un rôle qui lui tient particulièrement à cœur.

PROPOS RECUEILLIS PAR Camille Ramon

# LA STABILITÉ ÉCONOMIQUE PAR LA STABILITÉ FINANCIÈRE : UNE VOIE DE RÉFORME POUR LA ZONE EURO

La zone euro souffre des divergences économiques et financières entre ses membres, et semble bien loin de remplir les conditions d'une « zone monétaire optimale »[1]. L'heure est à sa refondation. Les potentiels nouveaux instruments d'ajustement budgétaires et fiscaux – un impôt européen, un budget voté par le parlement de l'UE – concernent notre avenir à moyen terme. A plus brève échéance, c'est la politique économique de la zone euro qu'il faut changer. Il est urgent de compléter l'action de la politique monétaire unique par celle d'un instrument d'ajustement macro-conjoncturel, adapté aux situations asymétriques des États membres et tenant compte de la nature financière des déséquilibres dans des économies très financiarisées[2]. Comment ? En tempérant le cycle financier de chaque État membre. Une plus grande stabilité financière dans chacun d'eux favoriserait la stabilité économique d'ensemble, ouvrant un sentier de croissance plus soutenable et plus inclusive.

**Jézabel Couppey-Soubeyran**
Professeur associé à PSE, Maître de Conférences Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

## Tempérer les cycles financiers de la zone euro pour la guérir de ses divergences

En l'absence d'instrument(s) d'ajustement(s) adapté au cycle de chaque pays, la zone euro semble condamnée à la divergence : la politique monétaire unique, conduite pour la « moyenne » des pays, ne convient qu'à ceux qui en sont proches et accentue les déséquilibres de ceux qui en sont loin. Je pense notamment aux années 2000, où le niveau du taux d'intérêt fixé par la BCE convenait assez bien aux pays du cœur (Allemagne, Autriche, Finlande, France, Pays-Bas), beaucoup moins à ceux de la périphérie (Espagne, Grèce, Irlande, Italie, Portugal) pour lesquels il était trop bas, contribuant à l'emballement du crédit et pour certains à des bulles immobilières.

Afin d'agir à la racine de la divergence, la proposition est ici de mener une action contra-cyclique visant à prévenir l'emballement financier en phase ascendante du cycle et éviter l'effondrement en phase descendante. Face à des cycles financiers nationaux peu synchrones[3] cette action doit être calibrée au niveau national mais conduite au niveau européen. Il s'agit en effet d'éviter la moins-disance des autorités nationales, l'arbitrage réglementaire et une trop faible coordination. L'European Systemic Risk Board (ESRB) est toute indiquée pour remplir cette mission[4] mais ses pouvoirs humains, financiers et son autorité restent à renforcer.

## Surveiller davantage les acteurs systémiques

La régulation du cycle financier est un volet important de la politique macroprudentielle. La résilience des groupes bancaires et financiers systémiques en est un autre, complémentaire. Par leur taille, leurs interconnexions, l'étendue ou la complexité de leur activité, ou encore leur pouvoir de marché, ces groupes contribuent au risque systémique. En un mot : leurs difficultés entraîneraient celles du système tout entier. Ils sont implantés chacun dans plusieurs dizaines de pays et cette dimension transfrontière implique de conduire cette action transversale à l'échelle de la zone euro. Dans le cadre de l'Union bancaire, la BCE surveille déjà ces grands groupes, mais dans une perspective plus micro- que macro-prudentielle.

## Un calendrier propice à ces changements

Très prochainement, le Parlement européen débattra des propositions de la Commission sur l'approfondissement de la zone euro. La Commission a lancé une revue du cadre macroprudentiel dont on attend les conclusions dans quelques jours : les quinze propositions du rapport que j'ai remis avec Salim Dehmej au Parlement européen[5] visaient justement à nourrir ces discussions. 2018 devrait être une année décisive pour la refondation de la zone euro, du moins faut-il l'espérer car il en va de sa pérennité.

**1.** Dès les années 1950, l'économiste canadien Robert Mundel énonçait la théorie des zones monétaires optimales, soulignant notamment la nécessaire capacité d'ajustement aux chocs asymétriques des pays qui décideraient de partager la même monnaie (et perdraient alors le taux de change comme instrument d'ajustement).

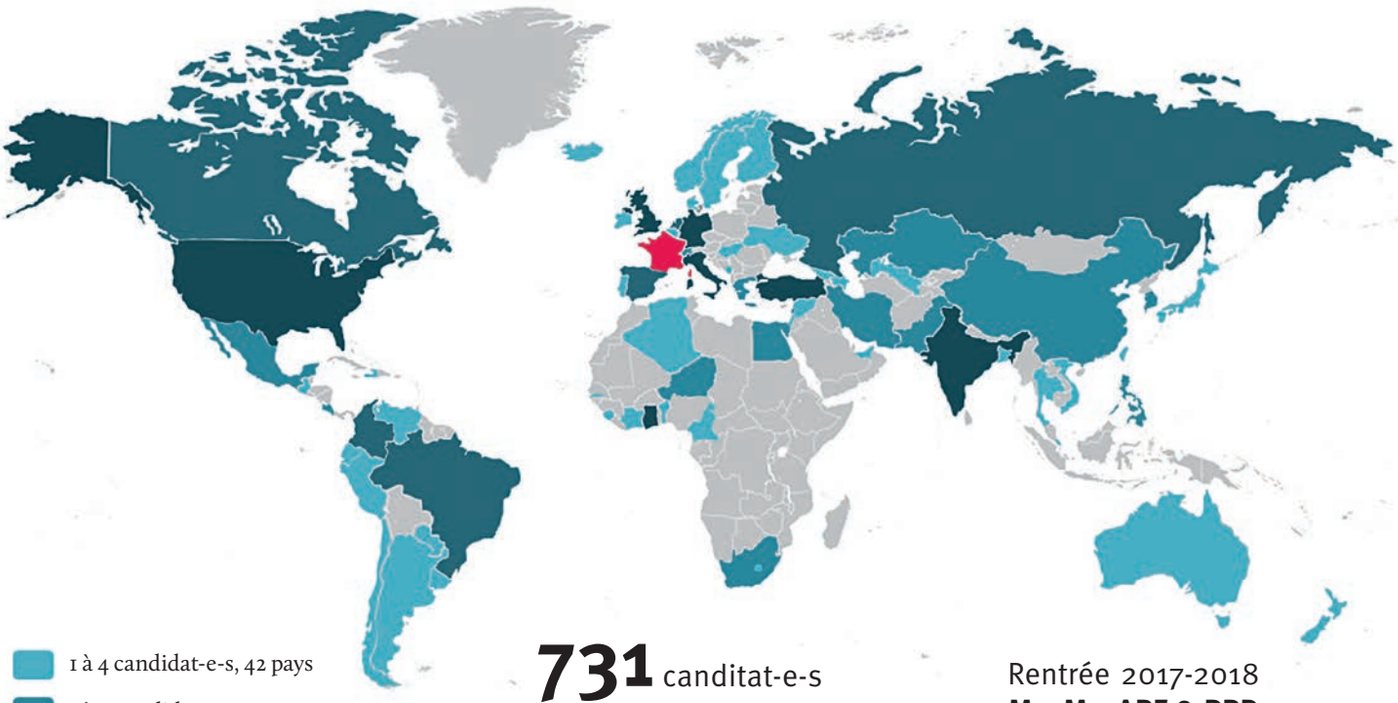
**2.** Le réexamen du lien entre finance et croissance montre qu'au-delà d'un certain seuil, la finance ne profite plus à la croissance et lui devient même préjudiciable par l'instabilité qu'elle engendre. Voir le numéro 127 de la *Revue d'économie financière* (Novembre 2017).

**3.** Qu'il s'agisse du cycle immobilier ou du cycle du crédit, le décalage est frappant entre les différents pays membres, tout particulièrement entre le cycle allemand et ceux des autres pays de la zone euro (Grjebine, 2016)

**4.** « L'ESRB est chargé depuis le 1er janvier 2011 de surveiller et d'analyser les risques qui pèsent sur la stabilité du système financier dans son ensemble » – www.esrb.europa.eu

**5.** Jézabel Couppey-Soubeyran, Salim Dehmej « Le rôle de la politique macroprudentielle dans la prévention et la correction des divergences au sein de la zone euro »

# D'OÙ VIENNENT LES CANDIDAT-E-S À L'ENTRÉE EN MASTER APE ET PPD ?



- 1 à 4 candidat-e-s, 42 pays
- 5 à 9 candidat-e-s, 14 pays
- 10 à 20 candidat-e-s, 6 pays
- Plus de 20 candidat-e-s, 7 pays
- France : 30 % des candidat-e-s

**731** canditat-e-s

**42 %** de femmes

**70** pays

Rentrée 2017-2018
**M1, M2-APE & PPD**
Source : www.pse-application.eu

# « PARIS GRADUATE SCHOOL OF ECONOMICS »

Fin octobre, l'annonce des 29 lauréats du nouveau volet des programmes d'investissements d'avenir (dit PIA3) relatif aux « Écoles universitaires de recherche » (EUR) marque un succès important pour PSE : le projet « Paris Graduate School of Economics » est lauréat, et se voit allouer 15,8 millions d'euros sur les 10 prochaines années. Sous l'égide du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation et du Commissariat général à l'Investissement, le jury international, présidé par Sir Malcom Grant, a évalué 191 projets, retenant 29 d'entre eux « sur le seul critère de l'excellence, sans considérations de nature disciplinaire ». Par ailleurs, pour 13 de ces 29 projets, et c'est le cas pour PSE, le gouvernement a annoncé la prolongation des dotations accordées aux Laboratoires d'excellence (LABEX). Ce sont ainsi 8 millions d'euros qui permettront au Labex « OSE – Ouvrir la Science Économique » porté par PSE de poursuivre ses activités au cours des dix prochaines années.

Géré par l'Agence Nationale de la Recherche, ce volet EUR vise à promouvoir en France le modèle des Graduate Schools, afin de « renforcer l'impact et l'attractivité internationale [...] dans un ou plusieurs domaine(s) scientifique(s) en rassemblant des formations de master et de doctorat adossées à un ou plusieurs laboratoires de recherche de haut niveau » ainsi que l'affirme le gouvernement.

Le projet EUR de PSE, « Paris Graduate School of Economics », s'appuie sur l'expérience acquise avec le Labex et se propose d'en étoffer fortement les activités et potentialités : développement d'un parcours graduate – master et doctorat – en économie de niveau mondial, amplification et diversification des ambitions scientifiques – méthodes, objets, données –, approfondissement des échanges avec d'autres disciplines, le tout en associant pleinement les institutions fondatrices, les laboratoires et les partenaires de PSE et d'OSE.

Ce projet très structurant ouvre ainsi de nouvelles perspectives pour PSE et témoigne de la reconnaissance acquise par l'institution depuis sa création, il y a tout juste 11 ans.

LES MEMBRES FONDATEURS DE PSE

www.parisschoolofeconomics.eu